

L'échec du deal avec TF1 influencera le contrat de gestion de la RTBF

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

Les administrateurs de la RTBF se sont opposés à la vente des espaces pub de TF1 en Belgique par RMB, la régie du service public. Ils étaient très partagés sur cette question à ce point sensible qu'elle est remontée jusqu'aux présidents de partis.

L'intense lobbying de RTL, piloté par son CEO Philippe Delusinne, a donc porté ses fruits (en partie, car TF1 ne devrait pas renoncer à son projet d'exploiter le marché belge). De fait, dans une note transmise aux partis, et dont nous avons pris connaissance, RTL explique que grâce à sa puissance commerciale, RMB, loin de contenir les velléités de TF1, ne ferait que l'enrichir et affaiblirait tout l'écosystème médiatique. Selon les chiffres de RTL, RMB aurait permis à la chaîne privée française d'engranger plus de 30 millions d'euros par an alors que si c'est la ré-

gie flamande Transfer qui devait s'en occuper (scénario désormais le plus vraisemblable), le manque à gagner serait inférieur à 20 millions.

Voilà pour les coulisses. Si l'administrateur général Jean-Paul Philippot n'a pas souhaité s'exprimer, le

président du conseil d'administration, Jean-François Raskin (cdH), évoque les conséquences de ce vote.

Quelle est votre analyse?

Les débats ont été difficiles. D'une part, il y avait un intérêt économique de s'allier avec TF1, avec l'hypothèse d'un moindre risque quant à l'impact de son arrivée notamment dans l'accès aux droits et au développement de coproductions. D'autre part, il y avait la question de principe qui consistait à faire du service public l'instrument de l'implantation de TF1 et par là de la déstabilisation du marché publicitaire en Belgique francophone.

N'était-il pas possible de retarder la décision comme l'ont demandé certains administrateurs?

Nous ne voyons pas ce que cela pouvait apporter si ce n'est, éventuellement, d'un peu mieux évaluer l'impact sur les coûts de grilles, impact de toute façon toujours hypothétique. De plus, TF1, entreprise privée cotée en Bourse, est soumise à un calendrier serré qu'on a déjà bousculé en partie. À cela s'ajoute le fait qu'elle a reçu une offre (de Transfer, NDLR) qui, selon mes informations, rencontrerait ses attentes.

Le CA apparaît fort divisé. N'est-ce pas inquiétant dans la perspective du nouveau contrat de gestion?

Je suis au CA de la RTBF depuis 2004 et rares ont été les moments de tension. Mais c'est toujours compliqué d'opposer des principes à des éléments de rationalité économique. Quelle que soit la décision, l'arrivée

de TF1 bouleversera le paysage médias francophone, presse écrite comprise. Ces changements et leurs conséquences sur les ressources et les possibilités de développement de la RTBF devront être intégrés dans les discussions que nous aurons avec les pouvoirs de tutelle et subsidiant sur le futur contrat de gestion et sur l'avenir du service public audiovisuel. Les revenus de la RTBF seront inévitablement affectés, quelle que soit d'ailleurs la solution, avec ou sans la RMB, mais aussi les coûts de grilles futures. Avec une inconnue sur l'attitude de TF1 quant à sa politique de production et d'acquisition de droit. On ne peut pas faire comme si rien ne s'était passé et comme si plus rien ne se passera.

Quels sont les scénarios possibles?

Sauf à toucher à l'emploi, ce que personne ne veut (Philippot a évoqué

une centaine de pertes d'emplois,

NDLR), la RTBF dispose en théorie de trois variables sur lesquelles agir: augmenter la dotation, hausser le volume publicitaire, revoir le champ des missions de service public.

Cette affaire ne fragilise-t-elle pas l'administrateur général?

Il n'a jamais été question de confiance ou pas à Jean-Paul Philippot, qui fait un boulot incroyable pour transformer la RTBF en l'inscrivant dans le paysage média du futur.

Les ponts sont-ils rompus avec TF1?

Non. TF1 est un des plus grands opérateurs européens. Il produit énormément. La Belgique et la Fédération Wallonie-Bruxelles ont des atouts à faire valoir et des outils qui permettent de produire chez nous dans des conditions intéressantes. Les discussions futures seront moins aisées mais, d'après mes sources, les portes ne sont pas fermées.

«Tous les ponts ne sont pas rompus avec TF1.»

JEAN-FRANÇOIS RASKIN

PRÉSIDENT DU CONSEIL

D'ADMINISTRATION DE LA RTBF